

Extrait du Investig'Action

<http://www.michelcollon.info/Le-Mali-prochain-Afghanistan.html>

Le Mali, prochain Afghanistan

?

- Français - Analyses et témoignages - Afrique -

Date de mise en ligne : jeudi 24 janvier 2013

Auteur(s) : Immanuel Wallerstein

Extrait d'un article d'Immanuel Wallerstein qui revient sur l'histoire récente du Mali. L'Histoire est un élément essentiel pour comprendre la crise que traverse le Mali aujourd'hui. C'est d'ailleurs pourquoi la propagande de guerre la cache toujours bien soigneusement. Les grands médias ne veulent pas que vous compreniez les guerres, vous vous y opposeriez. (IGA)

[http://www.tlaxcala-int.org/upload/gal_6319.jpg]

Le livre d'histoire du Mali, par Ramses Morales Izquierdo, Cuba

Comment tout cela a-t-il commencé ? Le Mali (autrefois appelé « Soudan français » après sa colonisation en 1892) est un Etat indépendant depuis 1960. Il a d'abord connu un régime laïc à parti unique menant une politique socialiste et nationaliste. Il fut renversé par un coup d'Etat militaire en 1968. Les putschistes, à leur tour, instaurèrent un régime de parti unique, mais plus libéral sur le plan économique. Il fut à son tour renversé par un coup d'Etat militaire en 1991 qui déboucha sur une Constitution qui autorisait le multipartisme. Un seul parti continua néanmoins de dominer la vie politique. Mais parce qu'il était doté de processus électoraux pluralistes, le régime malien fut salué par l'Occident comme un exemple de « démocratie ».

Pendant toute cette période, les groupes ethniques du Sud du pays (40 % du territoire malien) ont fourni l'essentiel du personnel politique et administratif des gouvernements successifs. Au Nord (les 60 % restants du pays), les populations touarègues, dispersées et moins nombreuses, ont été marginalisées et en ont conçu un fort ressentiment. Des rébellions ont éclaté régulièrement, accompagnées de revendications d'indépendance.

Beaucoup de Touaregs ont fui en Libye (et en Algérie), dans les régions du Sud accueillant déjà des populations touarègues. Certains ont rejoint l'armée libyenne. Dans le chaos qui a suivi la chute de Mouammar Kadhafi, les soldats touaregs ont pu se procurer des armes et sont retournés au Mali reprendre la lutte pour l'Azawad, le nom qu'ils donnent à l'Etat touarègue indépendant, au sein d'un Mouvement national pour la libération de l'Azawad (MNLA).

Le 22 mars dernier, le troisième coup d'Etat depuis l'indépendance a porté au pouvoir un groupe de jeunes officiers conduit par Amadou Haya Sanogo. Pour justifier leur action, les putschistes ont mis en avant l'incapacité de l'armée malienne à faire face aux ambitions sécessionnistes du MNLA. La France, les USA et la plupart des Etats d'Afrique de l'Ouest ont fermement condamné le coup d'Etat et exigé le rétablissement du gouvernement démis.

Un difficile compromis a été trouvé entre les forces de Sanogo et le régime précédent, qui s'est traduit par l'installation d'un nouveau président par intérim. Celui-ci a choisi comme Premier ministre un homme ayant un lien de parenté avec le meneur du coup d'Etat de 1968. Il est difficile actuellement de dire qui contrôle quoi dans le Sud du Mali. Pour ne rien arranger, l'armée malienne, mal entraînée, est incapable d'entreprendre une action militaire d'envergure dans le Nord du pays.

Pendant ce temps-là en effet, dans le Nord, les musulmans relativement laïcs du MNLA ont cherché à s'allier avec des groupes plus fondamentalistes. Presqu'immédiatement, ceux-ci ont évincé le MNLA et pris le contrôle de toutes les grandes villes du Nord-Mali. Ces éléments plus radicaux étaient en réalité composés de trois groupes différents : Ansar Eddine, formé de Touaregs de la région, Al Qaïda au Maghreb islamique (AQMI), composé essentiellement de non-Maliens et le Mouvement pour l'unicité et le jihad en Afrique de l'Ouest (MUJAO), qui constitue une scission d'AQMI. Les membres du MUJAO reprochaient à AQMI – ce qui a été à l'origine de leur rupture – d'être trop exclusivement intéressé par l'Afrique du Nord alors qu'au contraire, eux souhaitaient propager leur credo

vers les pays d'Afrique de l'Ouest. Ces groupes contrôlent différentes zones et leur degré d'unité collective est difficile à mesurer, sur le plan tactique comme sur les objectifs poursuivis.

Un autre ensemble d'acteurs dans la région est celui constitué des voisins du Mali. Tous voient d'un mauvais œil la prise de contrôle de fait de ce vaste territoire par des groupes « salafistes » qui ne font pas mystère de leur désir de diffuser leur doctrine dans les pays voisins. Or ces voisins sont également très divisés sur la marche à suivre. Ils sont notamment, à l'exception de la Mauritanie, rassemblés au sein de la Communauté économique des Etats d'Afrique de l'Ouest (CEDEAO). Celle-ci se compose de quinze Etats qui sont tous d'anciennes colonies – sauf le Libéria – de la Grande-Bretagne, de la France et du Portugal.

La CEDEAO a voulu aider le gouvernement malien à surmonter ses divisions. Ses membres ont indiqué être prêts, éventuellement, à envoyer des troupes pour reprendre le contrôle du Nord-Mali. Deux problèmes se posent toutefois. D'abord, les forces en présence dans le Sud du Mali, en particulier le camp Sanogo, redoutent une intervention prolongée de la CEDEAO. D'autre part, le seul pays susceptible de fournir réellement des troupes – le Nigéria – est très réservé sur cette perspective, car il a besoin de ces mêmes soldats pour faire face à son propre problème « salafiste » sur son sol, la secte Boko Haram.

La Mauritanie, qui a su mieux que les autres Etats d'Afrique occidentale contenir les groupes « salafistes », s'inquiète fortement des risques d'incursions armées sur son territoire, notamment dans le cas où la CEDEAO déciderait d'une action militaire contre les « salafistes » au Mali. Quant à la Libye, où de nombreux groupes armés génèrent déjà de graves désordres, elle redoute avant tout que les populations touarègues du Sud du pays ne rejoignent la lutte pour un grand Azawad.

La France comme les USA considèrent qu'il est urgent de chasser les « salafistes » du Nord du Mali. Mais les USA, dont les capacités militaires sont déjà surexploitées, ne souhaitent pas envoyer de troupes. La France – ou plutôt le président François Hollande – a adopté une position plus énergique. Le pays est prêt, semble-t-il, à envoyer des soldats. Toutefois, la France étant l'ancienne puissance coloniale, la présence de troupes françaises au Mali pourraient engendrer une forte réaction nationaliste.

[Source : Tlaxcala](http://www.tlaxcala-int.org/article.asp?reference=8805) [http://www.tlaxcala-int.org/article.asp?reference=8805]